

Expert en environnement et développement durable (MS)

RNCP34196 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	310m
Formacode(s)	31407, 32008, 12585, 12522, 12587
Code(s) ROME	H1502, K1404, H1302, M1402
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	10/09/2019
Date d'échéance	10/09/2024

Certificateur(s)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS · SIRET : 19753493600012

Partenaires habilités

2 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 2 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
FIRST FINANCE SAS	48945558400032	Former et organiser l'évaluation
MINES PSL EXED	85324800300016	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le cycle de formation correspondant à la certification « Expert en Environnement et Développement Durable » a été créé en 1992 pour répondre à un besoin émergent en compétences de gestion du Développement Durable (DD) et des enjeux environnementaux au sein des organisations et des territoires. Depuis lors, la certification n'a cessé d'évoluer pour coller aux besoins des recruteurs et permettre l'accès à la certification par plusieurs voies et sous différents statuts (formation initiale, formation continue, cadres expérimentés en exercice).

Les entreprises ou organisations qui recrutent les diplômés ou qui souhaitent que certains de leurs collaborateurs suivent la formation sont principalement :

- .de grandes entreprises françaises ou multinationales
- .des sociétés d'ingénierie et de conseil, généralistes ou spécialisées
- .des institutions publiques ou parapubliques, des collectivités locales, des associations et ONG

Pour ces différents acteurs, l'Expert en environnement et développement durable, par son expertise et sa vision transverse et stratégique, est amené à traiter des sujets dans les domaines de l'environnement (énergie, biodiversité, gestion des ressources et des pollutions, gestion des déchets, changement climatique..), à promouvoir l'économie circulaire, l'écologie industrielle et territoriale, l'innovation responsable, et collaborer à la stratégie de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Toutes les fonctions des organisations peuvent être impactées : achats, production, finance, RH ...

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire de la certification peut apporter son expertise dans tous les secteurs qui prennent en compte l'environnement, le développement durable et la RSE, que ce soit dans les entreprises, les collectivités territoriales ou les établissements publics.

Les fonctions et métiers visés par la certification sont concentrées sur les fiches ROME suivantes :

H1302 Management et ingénierie Hygiène Sécurité Environnement (HSE) industriels

H1502 Management et ingénierie qualité industrielle

K1404 Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

M1402 Conseil en organisation et management d'entreprise

Les intitulés exacts des fonctions visées peuvent varier selon les employeurs. Selon son profil de départ, le titulaire de la certification peut accéder à des postes de responsabilité croissante :

- Sans expérience préalable, un jeune titulaire de la certification développera d'abord son expertise dans une fonction de chargé de mission Environnement, DD, HSE ou RSE, ou d'ingénieur conception par exemple
- avec 2 à 3 ans d'expérience, il deviendra chef de projet, ou consultant dans son domaine d'expertise spécifique comme Biodiversité, Energie, Ecoconception, DD ou RSE
- enfin, avec une expérience significative, le titulaire de la certification pourra prendre des responsabilités croissantes dans les métiers visés par la certification en tant que responsable ou directeur HSE, RSE, DD, ou consultant senior

Dans le cadre de toutes ces fonctions, le titulaire de la certification est amené à exercer les activités suivantes, correspondant aux 5 blocs de compétences de la certification :

A. Identifier et caractériser les enjeux, participer à la définition des politiques, stratégies, et objectifs d'une entreprise ou d'un territoire en matière d'environnement et de Développement Durable

B.

Anticiper les évolutions réglementaires, scientifiques, technologiques, économiques ou sociétales dans le domaine de l'environnement, du DD, et de la RSE, adapter la politique et les objectifs aux conditions futures

C.

Mettre en œuvre la politique environnementale et DD d'une entreprise ou d'une collectivité territoriale, dans le respect des normes et des règlements

D. Manager les équipes et les projets transverses liés à l'environnement et le Développement Durable sur les plans techniques, financiers et humains

E. Sensibiliser et accompagner toutes les parties prenantes dans la recherche et la mise en œuvre de solutions efficaces et innovantes pour un développement durable

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Chacune de ces activités fait appel à diverses compétences, listées ci dessous, qui seront développées durant la formation correspondant à la certification :

A. Identifier et caractériser les enjeux, participer à la définition des politiques, stratégies, et objectifs d'une entreprise ou d'un territoire en matière d'environnement et de Développement Durable

- Identifier, caractériser et hiérarchiser les enjeux RSE et DD d'une entreprise en intégrant les aspects techniques, réglementaires et sociaux
- Elaborer et proposer une politique, des stratégies et des indicateurs clés de suivi en matière de protection de l'Environnement et DD en maîtrisant le cadre légal et normatif
- Optimiser les objectifs et les plans d'actions RSE et DD de l'entreprise en prenant en compte les stratégies d'acteurs sociaux et en respectant la volonté des dirigeants
- Identifier, caractériser et hiérarchiser les enjeux RSE et DD d'un territoire en intégrant les aspects légaux, techniques, normatifs et sociétaux
- Elaborer et proposer une politique, des stratégies et des outils de suivi à l'échelle d'un territoire en mobilisant des connaissances scientifiques, techniques et économiques
- Optimiser les objectifs et les plans d'actions RSE et DD d'une collectivité territoriale en intégrant les différentes parties prenantes et en respectant la volonté des élus

B.

Anticiper les évolutions réglementaires, scientifiques, technologiques, économiques ou sociétales dans le domaine de l'environnement, du DD, et de la RSE, adapter la politique et les objectifs aux conditions futures

- Concevoir un système de veille et d'observatoire transdisciplinaire en vue d'identifier les principales évolutions en matière d'environnement, DD et RSE
- Analyser le contexte scientifique, technique et réglementaire en mettant en exergue les risques et opportunités associés
- Adapter une politique de DD et de protection de l'environnement en intégrant une dimension éthique et en proposant des solutions innovantes
- Anticiper les évolutions sociétales en identifiant et en caractérisant les principaux points de débats sociaux.

- Evaluer les mérites et les limites des principales technologies émergentes (énergies renouvelables, traitement des déchets, ...) en proposant des critères d'évaluation

C.

Mettre en œuvre la politique environnementale et DD d'une entreprise ou d'une collectivité territoriale, dans le respect des normes et des règlements

- Comprendre et savoir mettre en place les normes (ISO 14001, ISO 50001, ISO 45001, ISO 26000) et respecter le cadre réglementaire en France et en Europe (REACH, ICPE, loi sur eau, déchets, économie circulaire, paquet climat...)
- Décliner les politiques environnementales en projets concrets en respectant les normes et les règlements
- Définir un projet en environnement, DD ou RSE, en identifiant les parties prenantes et en intégrant les volontés politiques
- Concevoir le cahier des charges fonctionnel d'un projet en définissant les objectifs, les ressources allouées et les livrables
- Intégrer les facteurs humains, sociaux et organisationnels en développant l'écoute et le dialogue

D. Manager les équipes et les projets transverses liés à l'environnement et le Développement Durable sur les plans techniques, financiers et humains

- Organiser et planifier la mise en œuvre opérationnelle d'un projet en évaluant les risques et la faisabilité financière
- Conduire un projet dans des thématiques liées à l'environnement en respectant les contraintes coûts, qualité et délais du cahier des charges
- Valider des solutions techniques et les traduire en données financières en élaborant des plans de financement pluriannuels déclinés en budgets annuels
- Coordonner, manager et motiver les équipes en intégrant une dimension transversale et en adoptant un mode de management non-hiérarchique
- Donner du sens à l'action des équipes, en anticipant les évolutions éthiques, politiques et sociétales de l'environnement

E. Sensibiliser et accompagner toutes les parties prenantes dans la recherche et la mise en œuvre de solutions efficaces et innovantes pour un développement durable

- Identifier les parties prenantes et accompagner la mise en œuvre d'un projet de transition écologique en créant les conditions d'un dialogue positif
- Evaluer et comparer les solutions et expériences innovantes sur les territoires et dans les entreprises en proposant des critères d'évaluation spécifiques
- Capitaliser sur les activités de recherche pour développer un discours adapté aux différents publics visés
- Convaincre et argumenter en maîtrisant les aspects scientifiques, techniques, économiques et sociétaux liés à la préservation de l'environnement et au DD
- Traduire les enjeux sociétaux liés au DD et à la RSE en maîtrisant les principaux outils de communication numérique
- Optimiser sa communication en utilisant les techniques journalistiques d'investigation, de communication et de rédaction

Blocs de compétences

RNCP34196BC01 — Identifier et caractériser les enjeux, définir des politiques et des stratégies en matière d'environnement et de Développement Durable

LISTE DE COMPÉTENCES

.

Identifier, caractériser et hiérarchiser les enjeux RSE et DD d'une entreprise en intégrant les aspects techniques, réglementaires et sociaux

.

Elaborer et proposer une politique, des stratégies et des indicateurs clés de suivi en matière de protection de l'Environnement et DD en maîtrisant le cadre légal français et européen (notamment loi déchets, ICPE, REACH, loi sur l'eau, économie circulaire, paquet climat énergie) et normatif (principalement normes ISO 14001, 50001, 45001, 26000...)

.

Optimiser les objectifs et les plans d'actions RSE et DD de l'entreprise en prenant en compte les stratégies d'acteurs

sociaux et en respectant la volonté des dirigeants

Identifier, caractériser et hiérarchiser les enjeux RSE et DD d'un territoire en intégrant les aspects légaux, techniques, normatifs et sociétaux

Elaborer et proposer une politique, des stratégies et des outils de suivi à l'échelle d'un territoire en mobilisant des connaissances scientifiques, techniques et économiques

Optimiser les objectifs et les plans d'actions RSE et DD d'une collectivité territoriale en intégrant les différentes parties prenantes et en respectant la volonté des élus

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas réel fournie par un commanditaire externe : 1 cas Entreprise et 1 cas Territoire

A partir de visites et d'interviews, les apprenant(e)s par groupe de 3 à 4, doivent évaluer, caractériser et définir des politiques DD-RSE d'entreprises et leurs systèmes de management associés (KPI).

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un enseignant pour le rapport écrit et fait l'objet d'une présentation orale devant un jury mixte académique (Mines ParisTech) et externe (commanditaire)

Etudes de cas fournies par le certificateur

Sur la base d'une revue de littérature scientifique et professionnelle, réaliser individuellement une analyse de l'environnement et produire des recommandations politiques et des objectifs stratégiques.

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un enseignant spécialisé du domaine. Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation de ce bloc de compétences.

RNCP34196BC02 — Anticiper les évolutions réglementaires, scientifiques, technologiques, économiques ou sociétales et adapter la politique et les objectifs RSEDD aux conditions futures

LISTE DE COMPÉTENCES

Concevoir un système de veille et d'observatoire transdisciplinaire en vue d'identifier les principales évolutions en matière d'environnement, DD et RSE

Analyser le contexte scientifique, technique et réglementaire en mettant en exergue les risques et opportunités associés

Adapter une politique de DD et de protection de l'environnement en intégrant une dimension éthique et en proposant des solutions innovantes

Anticiper les évolutions sociétales en identifiant et en caractérisant les principaux points de débats sociaux.

Evaluer les mérites et les limites des principales technologies émergentes (énergies renouvelables, traitement des déchets, ...) en proposant des critères d'évaluation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etudes de cas fournies par le certificateur

Sur la base d'une analyse réalisée individuellement, proposer différents états projetés de l'environnement socio-économique à court, moyen et long terme. L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un enseignant à partir d'un rapport écrit.

Monographie/Analyse stratégique – Etat de l'art RSE-DD

A partir d'un système d'alerte et de veille conçu par lui(elle) même, chaque participant(e) est amené(e) à réaliser une analyse approfondie multivariée :

normative, réglementaire, sociale et sociétale, ...

Sur la base de cette analyse approfondie, chaque participant(e) doit ensuite formuler sa vision de l'évolution probable de l'environnement.

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par le directeur de la certification à partir d'un écrit produit individuellement

Etude et analyse de Controverses

Une analyse de controverse environnementale territoriale réelle identifiée par l'équipe pédagogique sur le territoire

français sera confiée à un groupe de 3-4 étudiants, qui devront identifier les acteurs de la controverse, réaliser une enquête sociologique et produire un rapport d'analyse de controverses.

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée à travers une soutenance orale individuelle par des enseignants chercheurs en sociologie et l'équipe pédagogique du MS

Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation de ce bloc de compétences.

RNCP34196BC03 — Mettre en œuvre la politique environnementale et DD d'une entreprise ou d'une collectivité territoriale, dans le respect des normes et des règlements

LISTE DE COMPÉTENCES

.

Décliner les politiques environnementales en projets concrets en respectant les normes et les règlements

.

Définir un projet en environnement, DD ou RSE, en identifiant les parties prenantes et en intégrant les volontés politiques

.

Concevoir le cahier des charges fonctionnel d'un projet en définissant les objectifs, les ressources allouées et les livrables

.

Intégrer les facteurs humains, sociaux et organisationnels en développant l'écoute et le dialogue

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas fourni par le certificateur

Sur la base d'une analyse d'environnement et d'une situation simulée, proposer une identification des principales parties prenantes puis traduire une volonté politique en un cahier des charges fonctionnel et technique.

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un enseignant à partir d'un rapport écrit

Projet éco-conception réel fourni par un commanditaire externe

Encadrés par un professionnel de l'écoconception, 4 ou 5 apprenant(e)s doivent éco-concevoir un produit ou un process, rédiger un cahier des charges fonctionnel et technique en prenant en compte tous les aspects et enjeux économiques, sociaux, techniques liés au projet.

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée à travers la présentation d'une maquette de produit ou de process fonctionnelle devant jury de professionnels experts - consultants écoconception et d'enseignants

Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation de ce bloc de compétences.

RNCP34196BC04 — Manager les équipes et les projets transverses visant l'environnement et le Développement Durable des organisations sur les plans techniques, financiers et humains

LISTE DE COMPÉTENCES

.

Organiser et planifier la mise en œuvre opérationnelle d'un projet en évaluant les risques et la faisabilité financière

.

Conduire un projet dans des thématiques liées à l'environnement en respectant les contraintes coûts, qualité et délais du cahier des charges

.

Valider des solutions techniques et les traduire en données financières en élaborant des plans de financement pluriannuels déclinés en budgets annuels

.

Coordonner, manager et motiver les équipes en intégrant une dimension transversale et en adoptant un mode de management non-hiérarchique

.

Donner du sens à l'action des équipes, en anticipant les évolutions éthiques, politiques et sociétales de l'environnement

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Conception et conduite de projet innovant en DD

Conduite d'un projet technique innovant par groupe de 4 à 5 apprenant(e)s, en situation professionnelle sous forme de réponse à appel d'offre initié par une entreprise partenaire sur une problématique DD : Energie Renouvelable,

traitements des eaux et déchets, recyclabilité produits, ...

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un jury mixte (professionnels et académiques) à travers la production d'un livrable incluant une proposition technique et financière, un plan de développement pluriannuel et une liste des livrables du projet

Travail de groupe autour de mises en situation managériale

Thématiques : Résolution de conflits, Réunion de négociation nouvelles conditions et organisation de travail, Entretien annuel simulé,

L'évaluation individuelle de l'acquisition des compétences est réalisée par un enseignant spécialisé sur base d'un écrit

Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation de ce bloc de compétences.

RNCP34196BC05 — Sensibiliser et accompagner toutes les parties prenantes dans la recherche et la mise en œuvre de solutions efficaces, innovantes pour un développement durable

LISTE DE COMPÉTENCES

.

Identifier les parties prenantes et accompagner la mise en œuvre d'un projet de transition écologique en créant les conditions d'un dialogue positif

.

Evaluer et comparer les solutions et expériences innovantes sur les territoires et dans les entreprises en proposant des critères d'évaluation spécifiques

.

Capitaliser sur les activités de recherche pour développer un discours adapté aux différents publics visés

.

Convaincre et argumenter en maîtrisant les aspects scientifiques, techniques, économiques et sociétaux liés à la préservation de l'environnement et au DD

.

Traduire les enjeux sociétaux liés au DD et à la RSE en maîtrisant les principaux outils de communication numérique

.

Optimiser sa communication en utilisant les techniques journalistiques d'investigation, de communication et de rédaction

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Projet journalistique transdisciplinaire

Conduite d'un projet journalistique par groupes de 4 à 5 étudiant(e)s : réalisation d'enquêtes et production de web documentaires, sur des thématiques imposées : Air, eau, alimentation, ...

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un jury composé d'experts en communication digitale, journalistes professionnels et enseignants à travers la production de Web documentaires accessibles online.

Etudes de cas fourni par le certificateur

Les thématiques abordées incluent : argumentation pour convaincre les différentes parties prenantes, critères d'évaluations de solutions innovantes RSE-DD, identification des sources de données fiables, ...

L'évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée par un enseignant à partir d'un rapport écrit.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les secteurs d'activités concernés par les métiers visés par la certification sont :

- Les groupes industriels de transformation (chimie, parachimie, pharmacie, agroalimentaire), de production de biens d'équipement (automobile, aéronautique, textile, luxe) et de distribution, les entreprises dans le domaine de l'environnement (énergie, eau, déchets, propreté, transport), des travaux et de la construction
- Les bureaux d'études ou des cabinets de conseil (chargés d'études, associés) spécialisés en énergie, en environnement et en développement durable
- Les employeurs publics ou parapublics : collectivités locales ou territoriales (communes, régions) administrations d'état et d'autres établissements de secteur public (hôpital, recherche) ou affilié (agences), association, ONG.

Les structures d'accueil les plus représentées (41% des placements à 2 ans de la promotion 16-17) sont des organisations de grande taille, entreprises nationales ou multinationales mais des ETI ou même des PME

spécialisées (bureaux d'étude, cabinets conseils...) peuvent aussi être intéressés par les titulaires de la certification. Enfin, les organismes publics ou parapublics représentent 20% des placements environ sur les 2 promotions.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les métiers visés à termes de 3 à 5 ans par la certification sont exercés dans des postes d'encadrement à responsabilités, nécessitant autonomie, capacité d'initiative et de décision. les fonctions exercées par les titulaires ont comme caractéristique d'être transversales, avec une action auprès d'une multiplicité d'acteurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Ceci implique une capacité à analyser des situations complexes et à prendre des décisions en pleine autonomie sur la base d'une expertise pointue.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Les activités exercées par les titulaires de la certification doivent intégrer les différentes réglementations environnementales (loi sur l'eau, déchets, ICPE, substances chimiques REACH, loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ...). Elles sont également encadrées par diverses normes en matière environnement, santé sécurité, énergie, développement durable : ISO 14001, 50001, 45001, 26000.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 761 €
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H0X40 — Ouvriers qualifiés du contrôle qualité et de laboratoire · tension 5/5 (Très élevée) H0X90 — Techniciens du contrôle qualité · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) H1X93 — Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité · tension 5/5 (Très élevée) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	24 467
Jugés difficiles à recruter	37 %
Emplois saisonniers	7 %
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel H0X40 — Ouvriers qualifiés du contrôle qualité et de laboratoire H0X90 — Techniciens du contrôle qualité H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel H1X93 — Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité L4X80 — Techniciens des services administratifs L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Sont recevables pour l'entrée en formation visant la certification, les candidats titulaires d'un des diplômes suivants : (cf. règlement label MS)

- Diplôme d'ingénieur habilité par la Commission des Titres d'Ingénieur (liste CTI)
- Diplôme d'une école de management habilitée à délivrer le grade national de Master (liste CEFDG)
- Diplôme de 3ème cycle habilité par les autorités universitaires (DEA, DESS, Master....) ou diplôme professionnel cohérent avec le niveau BAC +5
- Diplôme de M1 ou équivalent, pour des auditeurs justifiant d'au moins trois années d'expérience professionnelle.
- Titre inscrit au RNCP niveau 1
- Diplôme étranger équivalent aux diplômes français exigés ci-dessus

Par dérogation, pour 20 % maximum de l'effectif d'une promotion :

- Niveau M1 validé ou équivalent sans expérience professionnelle
- Diplôme de L3 justifiant d'une expérience adaptée de 3 ans minimum

Pour 10% maximum de l'effectif d'une promotion , les candidats avec VAP (Validation des Acquis Professionnels)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Nombre et profils de personnes composant le jury : 7 dont 3 professionnels qualifiés, membres extérieurs à l'autorité délivrant la certification

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 580 €
Selon la branche	7 000 € – 8 580 €
Prise en charge	Branches concernées
8 580 €	Valeur par défaut · 210 branches
7 600 €	CPNE Banque
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	10/09/2019
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	10/09/2024

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2017	36	0	97 %	39 %
2016	34	0	97 %	42 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP27061

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP39578

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.isige.mines-paristech.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/34196/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	306
Parcours menés à terme	287
Taux d'achèvement	94 %
Période	03/2022 – 11/2025

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	351
Montant total engagé	1 139 038 €
Coût moyen par dossier	3 245 €
Durée moyenne	251 h
Période	08/2020 – 09/2024
France compétences	84 %
Reste à charge titulaire	9 %
Entreprise	5 %
OPCO	1 %
France Travail	1 %
Régions	0 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.